

débatmilitant

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 119 21 septembre 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- **2007 : le temps des clarifications**
- **5 ans après les attentats du 11 septembre, le terrorisme libéral et impérialiste soulève la révolte**

2007 : le temps des clarifications

Amarche forcée : c'est ainsi que le PCF a voulu clore une bonne fois les débats, lors de la rencontre nationale des collectifs à Saint-Denis le 10 septembre, puis à la fête de l'Humanité.

« *Le débat est aujourd'hui tranché* » avait immédiatement prévenu l'éditorialiste de *l'Humanité* dans son numéro du lundi 11 septembre. « *Le fait est que ce débat a conduit à un accord général sur des objectifs, une démarche et une méthode* » avait renchéri la direction du PCF dans un communiqué envoyé le lendemain. Depuis, elle n'a guère varié.

Comme pour souligner le propos, les sifflets de militants sans doute gagnés par un excès d'enthousiasme spontané sont venus accueillir l'intervention de la camarade de la LCR portant la contradiction lors du débat organisée par le collectif unitaire national. La campagne du Parti communiste est désormais lancée, au nom bien sûr des aspirations unitaires défendues par les collectifs.

La mise sur orbite de la candidature Buffet n'est pourtant pas gagnée. Il reste toujours quelques candidat-e-s et prétendant-e-s « disponibles », animé-e-s par un même rêve. Mais c'est un rêve que Marie-George Buffet s'est empressée de revendiquer pour elle-même, à la Courneuve, avec une bonne dose de surenchère lors de son intervention sur la grande scène : « *Je joue la gagne parce que nous sommes majoritaires et que les moyens existent pour une autre politique [...]. En 2005, à la fin des meetings pour le "non", je disais souvent : fermez les yeux, imaginez la tête des partisans du "oui" si le "non" l'emporte. Ce que j'ai envie de vous dire aujourd'hui : fermez les yeux ! Imaginez ce qui pourrait se déclencher dans ce pays si, avec la gauche populaire, vous créiez encore la surprise. Alors allons-y ! Nous sommes toutes et tous ici en campagne* ».

Difficile donc pour José, Clémentine et les autres d'être plus enthousiastes que Marie-George. Mais il faut quand même un sacré aplomb pour spéculer sur des rêveries aussi inconsistantes que celles d'une « gauche antilibérale » censée arriver en tête le soir du premier tour, devant le ou la candidate socialiste !

De la part des dirigeants du PCF, ce faux-semblant sur les rapports de force réels est bien révélateur : il suffirait donc de croire que la question d'un ralliement honteux au PS ne se pose pas, puisque les miracles (électoraux) existent...

A ce niveau de discussion, il est assez logique que le PCF en soit réduit à des postures d'un autre âge. Certes, les épouvantails ont changé depuis les années 1970, lorsque l'extrême-gauche était accusée de faire le jeu de la droite dès qu'elle critiquait Mitterrand et l'union de la gauche. Mais la mise en demeure est la

même : la LCR divise, et en divisant elle prend le risque de gâcher cette belle victoire de la « gauche antilibérale » qui nous attend. La LCR, forcément, fait le jeu de Ségolène Royal.

Pour le PCF, il y a donc à nouveau deux camps. Il y a ceux qui avancent et il y a ceux qui freinent. Buffet est la candidate de l'unité et de l'espoir. Besancenot est le candidat de la « désunion » et de l'échec programmé.

Haro donc sur la LCR, coupable de vouloir saborder le grand rêve du grand soir électoral ! Et feu sur la « gauche protestataire » qui se condamne, c'est sûr, à rester éternellement impuissante et minoritaire.

Une mise en scène programmée depuis longtemps par le PCF

Il faut reconnaître au Parti communiste au moins une qualité : c'est sa constance depuis plus d'une an. D'une certaine manière, sa secrétaire nationale n'a jamais menti sur la question des alliances, en s'exprimant sans ambages dès le soir du 29 mai : « *J'appelle à ce que se tiennent dans chaque commune de France, dans les jours qui viennent, des assemblées de celles et ceux, citoyennes et citoyens, élus et responsables politiques, organisations qui ont permis la victoire. J'invite de tout cœur à y prendre toute leur place les femmes et les hommes, les organisations de gauche qui, bien qu'ayant choisi le "oui", voudront participer avec nous à l'aventure exaltante de construction d'une autre Europe, et d'une véritable alternative de gauche dans notre pays.* ». Puis elle concluait (renouant au passage avec un vocabulaire qui était celui de l'union de la gauche dans les années 1970) : « *Forgeons ensemble à gauche l'Union populaire pour changer nos vies* ».

On ne pouvait donc pas être plus explicite sur les véritables perspectives qui ont toujours été celles des dirigeants du PCF : tenter la réconciliation du “oui” et du “non” de gauche pour reconstruire des possibilités d'alliance avec le Parti socialiste, tout en essayant de peser un peu plus, avec l'aide de l'extrême-gauche si c'est possible.

Malheureusement, on ne peut que constater aujourd'hui à quel point la tâche de ces dirigeants réformistes a été facilitée par les ambiguïtés de « l'antilibéralisme », et par le détournement presque immédiat des collectifs du 29 mai sur des préoccupations exclusivement électORALES.

Cela a commencé dès la première rencontre nationale des collectifs le 25 juin 2005 à Nanterre par un curieux renversement de perspective qui s'est exprimé dans les débats comme dans la déclaration finale : si les luttes ont eu du mal à être victorieuses, c'est parce qu'elles auraient manqué de perspectives électorales crédibles et de débouché politique. La priorité était donc aux élections, de toute urgence, plutôt qu'aux luttes (afin de pallier les défaillances éventuelles, ou plutôt avérées, des directions syndicales).

C'est donc assez logiquement que les collectifs issus de la campagne du 29 mai ont peu participé aux luttes et beaucoup discuté des questions électORALES. La feuille de route a été tracée en ce sens, malheureusement dès le début.

Le PCF a été aussi aidé dans son opération par l'absence de clarification sur la question du programme. A la « charte antilibérale » vite tombée dans l'oubli après les assises du 13 mai (surtout préoccupées de promouvoir des comités pour des candidatures unitaires à la veille de la conférence nationale de la LCR) a succédé depuis une autre ébauche de programme qui n'est pas meilleure.

Elle n'est guère originale non plus : il suffit de la comparer avec la dernière version du programme distribuée par le PCF à la fête de l'Humanité (« *Quatre engagements pour une politique de gauche qui change vraiment la vie* ») pour avoir une petite idée sur le degré d'expertise de certains auteurs en matière de clonage politique.

Cette ébauche de programme est le contraire d'un plan d'urgence. Il n'y a rien qui permettent à des travailleurs en lutte de s'en emparer pour commencer à changer durablement le rapport de force, en mettant à l'ordre du jour la question du contrôle. Au contraire, tout est vu sous l'angle de la victoire électORALE, avec son lot de promesses d'autant plus nombreuses qu'il faut donner l'impression de n'avoir oublié personne...

Des promesses qui pour l'instant évitent tout de même des revendications aussi simples et fondamentales que les 300 euros pour tous, ou l'interdiction des licenciements, préférant parler d'une vague « *conférence nationale sur les salaires* », et dissertant longuement sur les avantages du « *statut du salarié* », ce qui revient à vanter les mérites d'un accompagnement social des licenciements au lieu de les combattre... Tout un programme en effet !

Les enjeux d'une campagne anticapitaliste

Ce qui nous préoccupe aujourd'hui n'est pas de savoir si Marie-George devrait céder la place à d'autres, parce qu'elle est la dirigeante d'un parti. Il n'y a aucune raison de cautionner la moindre démagogie sur cette question, et le problème est évidemment d'un autre ordre. Que José Bové ou Clémentine Autain prennent sa place ne changerait rien, parce qu'ils ne représentent rien qui diffère fondamentalement avec la politique et les perspectives défendues par Marie-George Buffet.

A l'inverse, le choix d'Olivier Besancenot comme candidat unitaire donnerait évidemment une autre signification à cette démarche, bien plus claire vis-à-vis du PS. Il n'y a donc aucune raison de ne pas vouloir la défendre à priori.

Comme il n'y a aucune raison à séparer artificiellement les questions qui touchent aux problèmes d'alliance, de programme et de personne. Les camarades du PCF n'ont pas tort de dire que la question de l'alliance avec le PS est une question de bon sens et d'arithmétique... tant que l'on reste dans des perspectives électoralles et gouvernementales. A l'inverse, si nous voulons rendre crédible le refus de toute alliance avec le PS, ce sont bien d'autres perspectives qu'il faut défendre, avec un tout autre programme que celui qui a commencé à être ébauché dans le cadre des collectifs.

Ce sont ces questions qu'il faut continuer à débattre. De ce point de vue, le texte adopté à la conférence nationale de la LCR en juin reste plus que jamais notre feuille de route.

Ce qui justifie et légitime la candidature d'Olivier Besancenot, c'est la situation politique elle-même et la nécessité de défendre une perspective anticapitaliste ; c'est le plan d'urgence (et non telle ou telle mesure prise isolément) ; et c'est la nécessité de mener la bataille politique pour que dans la rue comme dans les élections, auprès du Parti communiste comme de Lutte ouvrière, ce plan d'urgence devienne effectivement un outil au service de tous pour changer le rapport de force, sans attendre 2007, et quel que soit le gouvernement élu en 2007.

Cette bataille, nous devons la continuer pour mener jusqu'à leur terme des décantations politiques qui sont loin d'être achevées, ainsi que pour les luttes qui seules permettront de changer le rapport de force, et donc la situation politique.

Il est aujourd'hui extrêmement positif que les questions de participation à un gouvernement se posent avec autant d'acuité bien avant les élections. C'est un fait en partie nouveau, car la direction du PCF est en difficulté comme elle ne l'a jamais été auparavant, notamment parce que la LCR a réussi à forcer le débat (et même si on peut regretter qu'elle n'ait pas été suffisamment offensive et suffisamment claire au cours de l'année passée pour approfondir un peu mieux ces décantations).

Aujourd'hui, il reste à transformer l'essai en faisant de la candidature d'Olivier Besancenot l'axe d'un regroupement anticapitaliste, en maintenant une démarche d'unité en direction des militants et des sympathisants qui seront inévitablement déboussolés, voir écoeurés par le retournement des dirigeants du Parti communiste.

Mais c'est également sans attendre que nous devons faire du plan d'urgence un outil pour les luttes. Les luttes et les élections ne sont pas deux questions séparées, voir opposées. Le plan d'urgence n'est pas pour nous un moyen de nous distinguer des autres, encore moins de nous délimiter à tout prix. Ce plan d'urgence, nous l'adressons à toutes celles et à tous ceux qui veulent bien le défendre avec nous, dans les élections si c'est possible, et en dehors sinon, sans attendre 2007 pour que la colère et les révoltes du monde du travail viennent perturber le jeu bien huilé de la campagne électorale qu'on nous prépare déjà et que l'on voudrait réduire à une lutte entre Sarkozy et Ségolène Royal, pourtant au service d'une même politique patronale.

La campagne qui s'annonce devant nous est enthousiasmante. Loin des Cassandre qui promettaient un déclin inévitable de l'extrême-gauche après le 21 avril 2002, celle-ci a su démontrer à nouveau son utilité, tant pour les luttes (notamment contre le CPE), que pour débattre utilement des questions politiques qui continuent à agiter le monde du travail, depuis le rejet du traité constitutionnel européen jusqu'à l'affirmation qu'il peut y avoir une alternative aux renoncements inévitables de la gauche plurielle n°2.

Cette alternative, nous la défendrons de la manière la plus large et la plus ouverte possible, pour unir et regrouper autour d'une même perspective et peut-être d'un même parti, celles et ceux qui veulent combattre jusqu'au bout et de manière conséquente le capitalisme, par la lutte de classe. C'est le sens de notre démarche, démocratique et révolutionnaire.

Jean-François CABRAL



5 ans après les attentats du 11 septembre, le terrorisme libéral et impérialiste soulève la révolte

Les cérémonies de commémoration des attentats du 11 septembre ont pris l'allure de grandes manœuvres, cherchant à légitimer aux yeux de l'opinion la politique militariste des USA et de leurs alliés.

Déjà le 10 août dernier, le ton était donné à Londres où Scotland Yard déclarait avoir démantelé un vaste complot qualifié de « *tentative d'assassinat à une échelle inimaginable* », qui aurait pu entraîner « *des milliers de victimes* », « *pire que le 11 septembre 2001* », pouvait-on lire dans la presse.

Immédiatement, Bush saisissait cette campagne autour du « *nouveau 11 septembre* » pour déclarer que ce complot était « *le parfait rappel* » que les Etats-Unis sont « *en guerre contre les fascistes islamiques* ». Et les médias ont repassé en boucle sur les antennes de télé les images de l'effondrement des tours, pour accréditer le discours hypocrite de Bush sur la « *mission de démocratie de l'occident au Moyen Orient* ».

« *La guerre n'est pas finie* », les Etats-Unis restent « *une nation en guerre* » n'a-t-il cessé de répéter tandis qu'il annonçait le renouvellement de l'état d'urgence décrété le 14 septembre 2001. L'Administration américaine joue sur la peur suscitée par les attentats terroristes pour rappeler qu'il est hors de question de retirer les troupes américaines d'Irak car « *la sécurité de l'Amérique dépend du résultat de la bataille dans les rues de Bagdad* », et pour désigner sa prochaine cible, l'Iran, accusée de vouloir développer son programme nucléaire à des fins militaires. « *Si nous ne réduisons pas ces ennemis maintenant, nous allons laisser nos enfants être confrontés à un Moyen-Orient sous la domination d'Etats terroristes et de dictateurs radicaux armés d'armes nucléaires. Nous sommes engagés dans une guerre qui va fixer la marche pour le siècle qui commence et déterminer le destin de millions de personnes dans le monde* ».

Ces commémorations du 11 septembre, relayées par tous les médias sur la planète, étaient là pour rappeler au monde, ce que Colin Powell annonçait au lendemain des attentats du 11 septembre, que la guerre serait longue et meurtrière.

La lutte contre le terrorisme pour justifier la guerre contre les peuples

« *Après le 11 septembre, rien ne sera plus comme avant* », « *il y aura un avant et un après le 11 septembre* » répétaient les médias de l'époque, en écho à la propagande des dirigeants américains qui cherchaient à faire croire au monde occidental qu'une ère nouvelle commençait, celle de la lutte du monde occidental contre ses nouveaux ennemis, le terrorisme et les « *Etats voyous* », désignés par l'impérialisme américain, l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. Les dirigeants américains prétendaient être investis d'un nouveau rôle civilisateur, celui d'apporter la paix et la démocratie dans le monde.

La lutte contre le terrorisme devenait de fait le nouvel étendard de la lutte de l'impérialisme pour la domination des peuples.

La riposte « *va être large, politique, économique, diplomatique, militaire, elle sera non conventionnelle* », déclarait Powell. Et c'est au nom de la nouvelle croisade du « *Bien contre le Mal* », que les Etats-Unis et leurs alliés déclenchaient l'intervention militaire en Afghanistan, pour chasser les talibans prétendant restaurer la démocratie dans le pays. Un an plus tard, l'Administration américaine et son allié britannique lançaient la guerre « *préventive, permanente, non conventionnelle* » (Powell) contre l'Irak, ayant recours aux mensonges et aux faux les plus grossiers pour l'imposer à leurs propres populations.

Récession et guerre, militarisme libéral et intervention étatique

Oui, il y a bien eu un tournant, une étape nouvelle, celle du redéploiement de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale, sur le plan diplomatique, militaire et économique pour dominer et piller les peuples. Les attentats ont bien marqué « *un nouveau basculement du monde* », dix ans après la fin de l'effondrement de l'URSS et de la bureaucratie stalinienne, qui a laissé l'impérialisme américain seul pour assurer les tâches de police contre les peuples et les travailleurs et de maintien de l'ordre. Pour faire face à ce vide, les dirigeants

américains ont utilisé toutes les forces réactionnaires susceptibles de soumettre les peuples comme en Afghanistan, jusqu'à ce que ses propres créatures, les talibans, Ben Laden, se retournent contre lui. Une nouvelle période dans la redéfinition des rapports entre les grandes puissances comme entre elle et les autres Etats, s'est ouverte, sous l'hégémonie américaine.

Les attentats sont intervenus comme une des conséquences et non pas une cause de l'évolution de la politique de l'impérialisme dominant, confronté sur le plan économique à un « retourment de conjoncture », qui nécessitait une nouvelle offensive pour rétablir les taux de profits. « *Le terrorisme va freiner la globalisation* », s'inquiétait Fukuyama, le théoricien néoconservateur de la fin de l'histoire, rappelant par là le véritable objectif des grandes puissances, imposer par tous les moyens l'ouverture des marchés, faire tomber tous les obstacles à la libre circulation des capitaux et à l'exploitation du travail.

Les attentats sont intervenus dans un contexte économique de récession, d'effondrement de l'industrie des nouvelles technologies, de pertes de profits des compagnies aériennes qui, au lendemain même du 11 septembre, en prenaient prétexte pour annoncer des milliers de licenciements. Selon *la Tribune*, « *les pertes abyssales des compagnies ont souvent été mises sur le dos du 11 septembre 2001. Or ces attentats n'ont fait qu'amplifier une crise sérieuse qui touchait depuis la fin 2000 les transporteurs américains...* ». Dans le contexte de récession économique, la bourgeoisie s'est lancée dans une nouvelle offensive, à travers une nouvelle concentration du capital et des restructurations qui se sont soldées par des centaines de milliers de licenciements.

Pour ouvrir les marchés, mettre la main sur les richesses des peuples et conquérir des positions stratégiques, l'impérialisme américain est obligé d'intervenir directement, militairement et il ne peut maintenir sa domination que par la guerre, en semant le chaos, en dressant les peuples les uns contre les autres.

Un bilan désastreux

La prétendue guerre contre le terrorisme et pour la démocratie de l'Administration Bush n'a apporté que des destructions dramatiques, le chaos politique et économique, et porté au Moyen Orient la violence à son paroxysme. Après avoir inauguré la « *croisade contre l'Axe du mal* » en Afghanistan contre les talibans, les troupes américaines et leurs alliées, qui maintiennent la force des armes contre la population, sont rejetées par elle et confrontées au retour des talibans qui peuvent réoccuper aujourd'hui près de la moitié du pays obligeant les puissances impérialistes à renforcer leur présence avec l'envoi de nouvelles troupes. En Irak, l'occupation du pays par la superpuissance américaine n'a fait que semer la dévastation et plonger les populations dans le dénuement. Contrairement à ce qu'ils avaient prétendu faire, les dirigeants américains ont été incapables de mettre en place un gouvernement reconnu par le peuple irakien. La violence de l'occupation militaire a conduit le pays à une guerre sanglante entre les communautés qui prend les populations en otage. Le projet du nouveau Moyen Orient soumis à la domination de l'impérialisme américain se fait, selon les termes cyniques de Condolizza Rice, dans « *les douleurs de l'enfantement* ». Les Etats-Unis continuent d'être complices et de soutenir les exactions d'Israël contre le peuple palestinien et les bombardements dans la bande de Gaza. La guerre au Liban menée par Israël avec leur complicité et celle des troupes occidentales alliées qui y défendent les intérêts de l'impérialisme dans le cadre de la FINUL, a été une nouvelle étape de cette guerre dont la prochaine pourrait être l'Iran et la Syrie.

La politique de Bush a produit les effets inverses des objectifs de paix, de démocratie, de stabilité de la planète qu'elle prétendait apporter au monde. L'agression impérialiste contre les peuples, loin d'éradiquer le terrorisme n'a fait que le renforcer, comme elle renforce l'influence de l'islamisme politique dans tout le Moyen Orient, résultat des dévastations qu'elle cause, du chaos politique et économique qu'elle crée.

A l'intérieur, le gouvernement Bush mène la guerre contre sa propre population pour imposer le militarisme contre les peuples à l'extérieur, par des politiques sécuritaires et de répression. Au nom de la sécurité nationale, il a profité des attentats pour imposer le « patriot Act », arsenal de lois répressives qui visent les militants et la population immigrée en général, avec l'accélération de la militarisation de la frontière États-Unis – Mexique.

Tout cela s'inscrit dans un contexte économique que les médias présentent comme florissant, avec une croissance mondiale de plus de 4 % et des profits records. L'industrie de guerre rebooste l'économie américaine grâce aux gigantesques commandes de l'Etat au service des multinationales. « *Le budget du Pentagone connaît une augmentation quasi exponentielle depuis 2002. De même que les profits du plus gros marchand d'armes de la planète, Lockheed Martin, qui ont augmenté de 60 % pendant les trois premiers*

mois de 2006 », citait *La Tribune*. Mais cette embellie économique se crée sur la base d'un endettement colossal, qui atteint plus de 3 000 milliards de dollars, et qui est gros d'une prochaine crise dont les conséquences seront démultipliées.

La guerre de 33 jours contre le Liban, un tournant

La guerre des 33 jours au Liban, dernier épisode de la croisade contre le terrorisme de Bush et de ses alliés israélien et européens, constitue un tournant de par la mise en échec des objectifs de l'impérialisme. L'agression meurrière, qui visait à vaincre militairement le Hezbollah pour le couper des populations chiites en le rendant responsable des massacres et des destructions, a conduit à l'effet inverse et s'est heurtée à une résistance du peuple libanais que les dirigeants américains et israéliens n'avaient pas prévue. N'ayant pu soumettre par les armes le peuple libanais, l'impérialisme s'engage aujourd'hui dans une internationalisation croissante du conflit à travers l'installation massive des troupes de l'ONU lourdement armées aux frontières entre le Liban et Israël.

A la tribune de l'ONU, Bush a appelé au « *soutien de la démocratie au Moyen Orient* », reprenant ses litanies mensongères pour justifier la guerre. Il convainc de moins en moins et doit affronter un retournement de l'opinion et des critiques y compris dans ses propres rangs. 60 % de l'opinion américaine s'oppose aujourd'hui à la guerre en Irak et demande le retrait des troupes.

L'échec de l'impérialisme au Liban crée des failles dans son propre camp et révèle ses faiblesses. Il crée les conditions d'une contestation radicale du système, ouvre de nouvelles perspectives à condition que l'anti-impérialisme prenne comme drapeau l'internationalisme des opprimés et non celui du nationalisme et de la religion.

Et cela dépend pour beaucoup de notre propre capacité à combattre les fauteurs de guerres, les grandes puissances, notre propre impérialisme.

Catherine Aulnay et Denis Seillat



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.